

Emmanuel Macron, partisan de la discrimination positive

Constat : EM a déclaré à l'AFP le 7 mars qu'il « assumait totalement » une politique de « discrimination positive ». Son programme prévoit une prime de 15 000€ sur 3 ans pour les entreprises qui embauchent en CDI des habitants de 200 quartiers prioritaires de la ville.

→ EM prévoit un système d'emplois francs. Il devrait savoir que c'est une mesure initiée en 2013 par le gouvernement de FH et abandonnée en 2015 parce qu'elle ne marchait pas !

→ Cette mesure vise avant tout à séduire l'électorat des banlieues, vis-à-vis duquel il affiche pourtant un mépris certain.

- **La discrimination positive, nouveau totem de EM pour séduire l'électorat des banlieues**

- Le concept de discrimination positive », qui désigne aux Etats-Unis l'action en faveur des « minorités visibles », est contraire à nos valeurs républicaines qui sont fondées sur le travail, le mérite, l'effort.
- EM développe aussi une logique qui, sous le prétexte de favoriser la diversité et de lutter contre les discriminations, enferme pourtant les gens dans leur origine géographique et ethnique.
- De plus, EM fait preuve d'un mépris sans nom à l'égard des habitants des banlieues. Selon lui, « pour s'en sortir quand on vient des quartiers, il faut bien jouer au football ou être comique ou acteur. Mais on ne le peut pas par le salariat ou l'entrepreneuriat, c'est beaucoup plus dur". C'est faux, et c'est injurieux.

- **Une « politique du chèque » notoirement inefficace**

- EM veut reprendre le dispositif des emplois francs qui a été un échec. FH a déjà mis en œuvre cette mesure en juin 2013, qui a été un **échec total** – seulement 250 contrats ont été signés, contre 2000 prévus pour la première année, de sorte qu'il a mis fin à l'expérimentation au bout de deux ans !
- EM promet de doubler les crédits de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine : comme s'il suffisait d'accumuler les milliards consacrés à la **rénovation urbaine** pour remédier aux difficultés des banlieues liées au chômage, aux trafics, au délitement de l'autorité ou aux défaillances du système éducatif.
- EM souhaite recruter 4000 à 5000 enseignants pour diviser par deux la taille des classes de CP dans les établissements REP+ : cette réduction de la taille des classes sera sans effet sur la réussite des élèves si l'autorité n'est pas rétablie et la pédagogie totalement réformée.
- **Injuste et contraire à nos valeurs, cette politique est donc également coûteuse et inefficace : politique du chèque, politique de l'échec !**

- **En privilégiant les banlieues, EM oublie et méprise la France rurale et périurbaine**

- EM promet d'importants investissements pour les banlieues, mais que propose-t-il pour la ruralité, les territoires désindustrialisés, les petites villes en déclin, à part une fiscalité écologique délirante (triplément de la taxe carbone sur les carburants d'ici 2030) qui aggravera encore leurs difficultés ?
- **Il fait comme si les banlieues étaient les seuls territoires en souffrance** : il oublie que **le département le plus pauvre de France n'est pas la Seine-Saint-Denis mais la Creuse¹**, et que **la France rurale et périurbaine a au moins autant de difficultés que les banlieues**, où la proximité avec les métropoles favorise la mobilité sociale.
- EM s'inscrit pleinement dans la stratégie de la gauche Terra Nova : **parler aux bobos et aux banlieues, et laisser de côté la France rurale et périurbaine** pour laquelle il montre régulièrement une grande **condescendance**, parlant des « illettrés » de Gad en Bretagne puis des ravages de l'alcoolisme dans le bassin minier du Nord.

→ Le redressement des quartiers difficiles et l'épanouissement social de leurs habitants passent avant tout par la liberté donnée à chacun d'entreprendre, d'échouer peut-être mais de recommencer, par l'égalité des chances en luttant contre les discriminations, par une école renforcée dans ses fondamentaux et dans son autorité, par une lutte permanente contre tous ceux qui par leurs trafics nuisent à la vie des habitants de nos quartiers.

→ Il faut restaurer l'autorité républicaine, la liberté républicaine, l'égalité républicaine, en remettant la valeur du travail, notamment par le développement de l'apprentissage, au cœur du projet de société et de la vie de nos concitoyens dès le plus jeune âge.

¹ INSEE : Produit intérieur brut par habitant, comparaisons interdépartementales. Si le taux de pauvreté est plus fort dans les départements où se concentrent les « banlieues », le PIB par habitant y est assez élevé (Seine-Saint-Denis 15^{ème} département de France), alors qu'il est très faible dans les territoires ruraux.